

N° 5047

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROPOSITION DE REVISION

de l'article 63 de la Constitution

* * *

(Dépôt: M. Paul-Henri Meyers, Président de la Commission des Institutions
et de la Révision constitutionnelle, le 13.11.2002)

*

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Texte de la proposition de révision.....	1
2) Exposé des motifs.....	1

*

TEXTE DE LA PROPOSITION DE REVISION

L'article 63 de la Constitution est remplacé par le texte qui suit:

„**Art. 63.** Le vote sur l'ensemble de la loi intervient toujours par appel nominal.

Le vote par procuration est admis.“

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'article 63 de la Constitution qui dispose que „sur l'ensemble des lois le vote intervient toujours par appel nominal“ a été modifié par la révision du 31 mars 1989. Le texte en vigueur avant cette dernière révision distinguait entre le vote nominal et à haute voix, obligatoire pour le vote sur l'ensemble des lois, et le vote par assis ou levé. Avec l'introduction du vote électronique la disposition prévoyant le vote à haute voix a dû nécessairement être modifiée. Le texte qui impose pour le vote sur l'ensemble des lois le vote nominal sauvegarde „la liberté d'expression personnelle et la prise de responsabilité individuelle de chaque député“, tout en adaptant le système de votation à „l'évolution des moyens techniques pour exprimer le vote selon un système mis en œuvre par la Chambre elle-même et qui n'enfreint point l'obligation de publicité du vote personnalisé “ (avis du Conseil d'Etat du 14.2.1989).

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle n'entend pas modifier quant au fond cette disposition qui forme l'article 63 de la Constitution. Toutefois, elle est d'avis que pour des raisons de syntaxe il est préférable de rédiger le texte comme suit: „Le vote sur l'ensemble de la loi intervient toujours par appel nominal.“

Le vote par appel nominal peut revêtir plusieurs formes. Il peut toujours intervenir par le vote à haute voix, l'article 66 (2) du règlement de la Chambre prévoyant même que le vote sur l'ensemble des projets ou propositions de loi a lieu par appel nominal et à haute voix.

La forme de votation usuellement utilisée est cependant celle du vote électronique qui a remplacé le scrutin à haute voix.

Lors de l'examen de l'article 63 la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a évoqué la possibilité du vote par procuration ou par délégation prévue à l'article 42, points (11) à (14) du règlement de la Chambre des Députés. La question à examiner est celle de savoir si les termes „vote nominal“ qui sont équivalents à un vote individuel ou personnalisé n'excluent pas le vote par procuration.

La publicité des séances de la Chambre des Députés a comme corollaire la publicité des votes. Un contrôle réel de l'opinion d'un parlementaire sur un projet n'est possible que si le vote exprimé est individuel. Le vote doit en plus être personnel, c'est-à-dire émaner de celui qui est en droit de l'exprimer. Faut-il en déduire que le vote par procuration doit être écarté?

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle est d'avis que l'exigence du vote nominal n'exclut pas la possibilité du vote par délégation ou par procuration. En effet, le vote nominal ne doit pas être lié à l'exigence de la présence physique du député, mais il doit se définir d'abord dans la possibilité de constater si un député a approuvé ou refusé un texte législatif mis au vote. L'expression de cette adhésion ou de ce refus peut être confiée à un collègue.

Toutefois, pour lever tout doute ou toute incertitude au regard de l'article 63 de la Constitution, la Commission propose de compléter cet article par un alinéa 2 nouveau qui admet le vote par procuration. Cet alinéa nouveau peut prendre la teneur suivante: „Le vote par procuration est admis.“

Une disposition analogue est inscrite à l'article 27 de la Constitution française qui, en affirmant d'abord que le droit de vote des membres du Parlement est personnel, dispose en son dernier alinéa que „la loi organique peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. Dans ce cas, nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat“.

L'article 42 (13) du règlement de la Chambre prévoit par ailleurs qu'aucun député n'a le droit de représenter plus d'un de ses collègues.

Le Président de la Commission,
Paul-Henri MEYERS